

LES MINEUR.ES NON-ACCOMPAGNÉ.ES DU **COLLECTIF** **DES JEUNES DU PARC DE BELLEVILLE S'ADRESSENT AU**



Réuni en Assemblée Générale le 18 juin à la Bourse du Travail de Paris, salle Ambroise Croizat, le Collectif des Jeunes du Parc de Belleville a lu le programme du Nouveau Front Populaire. Ce dernier donne de l'espoir pour construire une **société juste** dans laquelle les étranger.es ne seront pas traité.es comme des boucs émissaires, mais comme des sujets politiques ayant des droits.

Ce programme de gauche prévoit d'adopter « immédiatement vingt actes de rupture pour répondre à l'urgence sociale, au défi climatique, à la réparation des services publics, à un chemin d'apaisement en France et dans le monde ».

Nous interpellons néanmoins le Nouveau Front Populaire car nous constatons qu'il manque certains points essentiels sur lesquels nous demandons un positionnement clair en accord avec les droits humains.

Nous sommes des centaines de mineur.es isolé.es oublié.es et discriminé.es par l'État. Nous survivons dans les rues de ce pays, sans aucun statut reconnu par les institutions le temps de notre recours de minorité. Nous sommes abandonné.es à notre sort, sans accès à la santé, à l'école, à un toit et à des conditions de vie décentes. Nous ne comprenons pas pourquoi nous ne sommes pas mentionné.es dans votre programme de "rupture" vers plus de justice alors que notre présence est visible dans les rues, alors que notre Collectif de mineur.es lutte ardemment depuis des mois pour revendiquer le respect du Droit des Enfants adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies. Depuis la création de notre Collectif, nous exerçons notre droit d'expression, le seul qu'il nous reste, pour répondre toujours présent.es à toutes les manifestations en défense des services publics : école publique, travail social, santé, culture ...

Mais, parallèlement, nous sommes la cible de discours constants de haine de la part de l'extrême-droite et de la Macronie, qui nous accusent à tort de délinquance ou encore de menace à la sécurité. Nous affirmons que nous ne sommes pas "un problème", ni "un danger" pour la société française ; nous sommes des enfants déraciné.es, en danger, et nous réclamons votre protection sans distinction de nationalité pour nous, qui survivons ici, et pour tous nos frères et sœurs qui vont arriver ici au terme d'un éprouvant et long voyage.

Le Collectif des Jeunes du Parc de Belleville réclame :

- Le respect de la présomption de minorité
- Le raccourcissement drastique de la durée des recours de minorité
- Des hébergements dignes à Paris où rester jusqu'à épuisement de nos recours, pour que l'on puisse être ensemble et en lien avec les réseaux de solidarité, syndicats et associations
- La fin du harcèlement policier et des évictions de campements sans proposition de mise à l'abri pérenne et adaptée à notre statut
- Une couverture médicale digne et la création d'un centre de santé dédié avec accueil de jour, centre de soins, psychologues, laverie, cantine et salles d'eau
- L'accès aux restaurants solidaires de la Ville de Paris pour se nourrir
- L'accès à l'Éducation Publique et à une scolarisation sans condition
- L'accès gratuit à la culture
- L'accès aux transports gratuits comme tous les mineur-es d'Ile-de-France

En somme, nous réclamons les mêmes droits que les mineur.es français.es.

Le Collectif des Jeunes du Parc de Belleville*

*Notre collectif s'est construit dans la rencontre de mineurs isolés qui dormaient dans un campement de fortune dans le parc de Belleville à Paris et d'un collectif d'habitant.es, le 20ème solidaire avec tou.te.es les migrant.e.s. Notre confiance mutuelle s'est forgée dans les échanges et les actions menées ensemble, à partir de la conviction que la lutte pour le respect de nos droits devait être menée par nous-mêmes, qu'il s'agissait d'une lutte pour l'égalité des droits et contre le racisme et d'une lutte politique, car notre sort n'est ni une erreur, ni un manque de moyens, mais le résultat de choix politiques et de lois racistes. Un bon exemple est celui des JOP, pour lesquels la Ville de Paris et l'État français opèrent un "nettoyage social" de l'espace public, avec pour principal objectif de nous éloigner de Paris. Pour lutter contre cette menace, nous occupons la Maison des Métallos depuis le 6 avril.



Soutenez-nous :

- **Jeudi 20 juin à 8h30 devant le TA de Paris : réquisition de bâtiments vides pour mettre à l'abri les jeunes de la Maison des Métallos**
- **Vendredi 21 juin à 15h00 : manifestation avec les collectifs de sans-papiers de République à la Maison des Métallos**

mail : contact.jeunesbelleville@gmail.com

instagram : [@belleville.mobilisation](https://www.instagram.com/belleville.mobilisation)